

### PUBLIC PRIVATE PARTNERSHIP

## Des coopérations pour un succès durable

Lorsque l'économie privée et les pouvoirs publics collaborent, les deux parties en tirent des avantages. *Le modèle Public Private Partnership (Partenariat public-privé) offre ainsi de nouvelles perspectives au développement régional.*

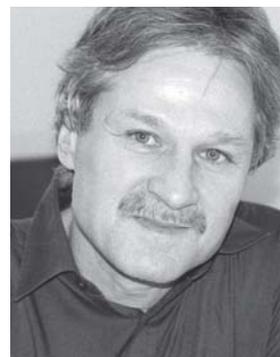
La coopération entre l'Etat et l'économie privée est dans notre pays une vieille tradition. Tous les modèles ne se laissent toutefois pas enfermer dans cette nouvelle notion, lancée voilà quelques années sous la dénomination de partenariat public-privé (PPP). On désigne par PPP une coopération réglée contractuellement et sous conditions précises entre des acteurs publics et privés. Il s'agit le plus souvent de tâches d'intérêt public ou de projets d'infrastructures. Plutôt que d'en assumer seul

la responsabilité comme à ce jour, l'Etat l'assume en coopération avec des représentants de l'économie privée. Mais la direction des opérations et la responsabilité principale restent généralement en mains étatiques. Les formes contractuelles les plus diverses sont mises en œuvre lors de telles coopérations, notamment par la création de groupes de projets, d'associations ou de fondations. Le modèle n'est pour l'instant pas standardisé. Les équipes se forment ainsi de cas en cas selon les besoins. ▶



**«La tradition dans l'innovation» – un projet pilote neuchâtois de la Nouvelle Politique Régionale qui concrétise avec succès les PPP. Notamment par une coopération entre la recherche, l'économie privée et la Ville.**

### EDITORIAL



Chère lectrice,  
Cher lecteur,

L'idée de Regio Plus est simple: les partenariats qui mettent en œuvre, de leur propre initiative, un projet de coopération innovateur, obtiennent de la Confédération un soutien financier ne dépassant pas cinquante pour cent de ses coûts totaux. La base de chaque projet réside dans un parte-

## Un large partenariat favorise les projets

riat efficace et crédible, incluant tous les acteurs principaux de l'objectif à atteindre et restant ouvert aux représentants des secteurs public et privé. Sous le terme de «Public Private Partnership», diverses coopérations entre les milieux privés et publics ont gagné en importance au cours de ces dernières années. Comme tous les modèles, cette forme de coopération comporte à la fois des avantages et des inconvénients. L'expérience avec Regio Plus a toutefois démontré qu'un partenariat largement ouvert et présentant des structures claires engendre des effets positifs et à long terme sur ce type de projets. Nous estimons également pleines de promesses les ébauches que nous avons reçues jusqu'à fin octobre suite à notre appel à projets (voir page 8). Nous étudierons ces propositions avec la plus grande attention et nous efforcerons d'en assurer une sélection aussi rigoureuse qu'équitable. Je me réjouis d'ores et déjà d'entreprendre avec vous cette – pour l'instant – dernière étape de Regio Plus.

Hans Allemann, Secrétariat d'Etat à l'économie (seco)



### Tendance vers la coopération

Le secteur public a de plus en plus de peine à supporter seul les investissements en matière d'infrastructures et de prestations publiques. Les diverses formes de coopération entre l'économie privée et l'Etat sont ainsi devenues monnaie courante autant en Suisse que dans d'autres pays. L'expérience montre que ce type de coopération a un bel avenir devant lui.

### Un engagement à long terme

Le droit de regard et la participation financière de tous les acteurs d'un projet permettent d'éviter l'enlèvement de ce dernier après la phase d'euphorie du départ. Mais l'avantage des PPP ne se résume pas exclusivement aux liens contractuels noués par de tels engagements. Les partenaires de l'économie privée apportent avec eux leur savoir-faire opérationnel de gestionnaires, leur philosophie orientée vers le marché et leur sens du profit. Le modèle PPP part du principe que chaque partenaire s'occupe des tâches dont il a la plus solide expérience. L'Etat, quant à lui, décharge le partenaire privé en assumant une part du risque d'investissement. Les outils mis à disposition par l'Etat favorisent les démarches initiales des acteurs privés et facilitent leur mise en œuvre.

### L'importance d'une structure de projet claire

Comme toute forme de coopération, les partenariats public-privé impliquent des risques. La première condition de réussite d'un projet est la coopération entre tous les partenaires pour fixer les objectifs. L'Etat risque la perte d'une certaine souveraineté et peut être confronté, au pire, à la faillite d'un des partenaires privés. Le vaste partenariat d'une PPP exige dès lors que l'on s'assure des garanties contractuelles et il implique une gestion du projet tenant compte de tous les paramètres et un controlling strict. Pour une telle approche, le recours à des experts en la matière est recommandé. Les partenariats en PPP sont aussi applicables à de petites structures, mais leur complexité les rend surtout optimales pour de grands projets. ■

## Partenariat public-privé et Regio Plus

**Les PPP constituent une base idéale pour le succès à long terme de projets visant au renforcement de régions structurellement faibles**

Les partenariats public-privé jouent un rôle particulièrement important dans la promotion des régions. Il n'est toutefois pas nécessaire que tous les projets se basent sur ces partenariats. Mais l'expérience avec Regio Plus a démontré qu'à long terme, ce sont les projets à large partenariat qui présentent les plus grandes chances de succès. Dans la pratique, il n'est toutefois pas facile d'associer dans un même partenariat des représentants des cantons, des villes, des communes, des secteurs scientifiques et privés. Mais si les diverses parties sont convaincues de l'efficacité d'une participation active, tous les atouts sont réunis pour qu'un projet porte ses fruits au-delà de l'épuisement des fonds publics. La raison est évidente: du fait de son engagement financier, chacun des partenaires a intérêt à ce que le projet soit une réussite.

## La réussite d'un partenariat public-privé implique que:

- tous les partenaires s'engagent très tôt dans le projet;
- la coopération de l'équipe soit réglée contractuellement;
- tous les partenaires poursuivent le même but;
- les chances comme les risques soient répartis entre tous les partenaires;
- les champs de compétences, les interfaces et la direction des opérations soient clairement définis;
- il existe un plan de projet détaillé et un controlling rigoureux;
- la coopération soit planifiée à long terme.

## Cinq questions sur le Public Private Partnership (PPP)

### Existe-t-il une définition universelle du PPP?

Non. Les différents experts travaillent chacun avec leur propre définition. Mais de manière générale, il s'agit d'une coopération à long terme entre les pouvoirs publics et l'économie privée. Au centre du partenariat, on trouve des prestations publiques et des projets d'infrastructures.

### La notion de PPP se résume-t-elle à contourner le terme de privatisation?

Non. La direction et la responsabilité d'un PPP type sont en mains de l'Etat. Une SA ou une Sàrl ne constituent pas un PPP. Il en va de même lorsque l'Etat se contente de déléguer certaines tâches à des entreprises privées.

### L'Etat se décharge-t-il de ses tâches sur le secteur privé?

Un PPP n'est pas nécessaire lorsque l'Etat ne fait que confier des tâches au

secteur privé. La participation des responsabilités et une étroite coopération entre les instances publiques et l'économie privée impliquent le long terme. L'Etat participe également avec des fonds d'investissement publics.

### A partir de quel volume de projet un PPP se justifie-t-il?

Un partenariat entre différents représentants de l'Etat et des milieux privés est en principe toujours possible. Pour des projets d'importance, le PPP permet plus facilement de faire face au surcroît de dépenses.

### Les coûts supplémentaires engendrés par les frais de coordination du projet ne sont-ils pas plus importants que les bénéfices dus à un PPP?

La nécessité d'un PPP doit être étudiée de cas en cas. Le fait de consulter très tôt des experts est certainement plus profitable que de gérer une crise ultérieure.

# Une coopération «public-privé» pour le développement de produits issus des plantes alpines

***Le parc technologique PhytoArk à Sion favorise le développement et la production de produits issus des plantes. La large coopération établie entre les partenaires publics et privés offre au projet une base solide pour le renforcement durable de l'économie régionale.***

**M. Perruchoud\*, dans le cadre de votre projet, des représentants de l'économie privée, de la recherche et du secteur public travaillent aujourd'hui main dans la main. Comment cette idée est-elle née?**

L'exploitation des herbes alpines est en Valais une longue tradition. Mais sur le plan économique, ce créneau n'a à ce jour pas encore été suffisamment exploité. Une grande partie des plantes est pour l'instant traitée à l'extérieur du Valais et la région perd ainsi en plus-value. En coopération avec Jean-Claude Villettaz, directeur de la recherche et du développement de la Haute école spécialisée du Valais, et avec la commune de Sion, j'étais à la recherche de nouvelles idées pour renforcer notre économie.

**Le projet peut aujourd'hui se targuer d'un large partenariat. Comment avez-vous acquis les diverses parties à votre projet?**

Ce projet a impliqué beaucoup d'efforts. Au début, il était particulièrement difficile, surtout pour la ville de Sion, de se faire une idée exacte du résultat à atteindre. Le soutien de la Confédération a dès lors été déterminant dans cette phase initiale. Pas seulement pour son apport financier, mais également pour la crédibilité qu'elle apportait à notre projet.

**Sans la Confédération, le projet n'aurait donc pas pu voir le jour?**

C'est difficile à dire. Les investisseurs veulent en général des résultats très rapides. Mais les grands

projets comme le nôtre nécessitent du temps. Vous ne construisez pas le parc technologique PhytoArk en une année! Grâce au soutien de la Confédération, nous pouvons penser large en matière de temps et nous développer à long terme.

**Quels sont les avantages de la participation de différents partenaires?**

Les équipes de développement avaient déjà la possibilité d'effectuer des procédures test en Valais. Mais l'infrastructure offerte par la Haute école du Valais est trop petite pour de grandes quantités de plantes. Dans notre nouveau parc technologique PhytoArk, les équipes pourront traiter jusqu'à une tonne de plantes, ce qui est de bon augure pour une production industrielle. Une concentration de compétences dont bénéficie bien sûr aussi la Haute école elle-même.

**Le risque n'est-il pas trop important pour la ville de Sion?**

La ville de Sion, en coopération avec la Fondation The Ark, a beaucoup investi dans ce projet. Le risque est partagé conjointement entre la commune de Sion, le canton du Valais et PhytoArk SA. Nous avons évidemment analysé dès le départ les risques d'investissement et les avons estimés supportables. La manière dont se déroule le projet nous a donné raison. Il ne profite en effet pas seulement à la ville, mais à toute la région, qui bénéficie ainsi d'une économie forte, de l'implantation de nouvelles entreprises et d'un marché du travail solide.

**A partir de quand le partenariat public-privé atteint-il ses limites?**

Nous ne devons pas oublier l'importance de la chaîne de valeur ajoutée que représente la production de plantes. Il est passionnant de chercher une langue que comprend aussi bien le cultivateur de plantes d'une région de montagne qu'un homme politique de la vallée ou une équipe de chercheurs internationale. La condition pour atteindre ce but est une di-



**\* Dominique Perruchoud, directeur de CimArk SA et secrétaire de la fondation The Ark, est membre de la direction du projet PhytoArk.**

## PhytoArk

Le parc technologique PhytoArk soutient le développement de produits issus de la culture des plantes. Le nom est utilisé à la fois pour un parc technologique de 26'000 mètres carrés à Sion, occupé par des PME et des équipes de recherche. Le nom désigne aussi une équipe conseil qui soutient et réunit des entreprises et des équipes de recherche. Le Transformium, une halle aménagée à des fins scientifiques à Sion, devrait constituer un important pôle d'intérêt. L'investissement consenti, de près de 10 millions de francs, est pris en charge par le canton du Valais, la commune de Sion et PhytoArk SA.

## Données-clés

**Durée du projet:** de 2002 à 2007

**Coûts totaux prévus:** CHF 3 800 000

**Contact:** Dominique Perruchoud,  
CimArk, 1950 Sion  
T +41(0)27 606 88 60  
dominique.perruchoud@cimark.ch  
www.cimark.ch

## Partenariat public-privé: porteurs du projet PhytoArk

- Ville de Sion
- Canton du Valais
- Confédération
- The Ark
- Haute école spécialisée du Valais
- Diverses institutions de recherche
- Entreprises privées

► rection de projet connaissant à la fois la mentalité de la population locale et les intérêts du monde politique, de l'administration et de l'économie.

### Cette importante équipe de projet est donc difficile à diriger?

La condition est une direction professionnelle et un controlling très strict. La grandeur d'une équipe n'est à mes yeux pas déterminante. Vous pouvez avoir de graves conflits avec une petite équipe de trois personnes et connaître une collaboration harmonieuse avec une équipe de vingt personnes provenant d'horizons différents.

### Comment pouvez-vous prévoir que le projet ne sombrera pas au terme du soutien de Regio-Plus?

Les investisseurs privés et publics partagent le même souci de la réussite du projet. Les structures créées ont été prévues pour le long terme dès le départ. Nous avons également intégré PhytoArk dans The Ark, un pool technologique dépassant les frontières cantonales. Toutes les entreprises actives dans la technologie peuvent ainsi apparaître sous une seule marque.

### Ces coopérations entre partenaires publics et privés ont-elles un sens en matière de politique régionale?

Affronter la concurrence internationale comme entreprise est une chose, s'affirmer comme une région en est une autre. Si nous ne disposons pas des mêmes conditions au départ que nos concurrents de l'UE, nos chances de succès sont minces. Le soutien de la Confédération au succès de l'économie et de la recherche helvétiques est donc important. ■

# «Les jeunes scientifiques peuvent travailler dans notre région»

Le Centre de compétence d'Olivone, conçu dans le cadre de la Nouvelle politique régionale, s'inspire du modèle Private Public Partnership. *Ses activités sont centrées sur la culture et la transformation de plantes médicinales de la région. Mais l'équipe du projet s'est fixé des objectifs plus ambitieux quant à sa mise en œuvre: ce sont en effet des hautes écoles de toute la Suisse qui se sont unies pour la création d'un centre homogène de formation universitaire dans le domaine des plantes médicinales. Le responsable du projet, Ario Conti, explique comment il a pu convaincre ses partenaires de s'associer à ce projet.*

### Monsieur Conti\*, quels sont les points forts du projet pilote «Olivone»?

Notre objectif principal est de créer avec des partenaires issus de toute la Suisse, un nouveau centre national de formation universitaire dans le domaine des plantes médicinales.

### Le projet pilote repose sur un large partenariat. Comment avez-vous fait pour réunir des partenaires aussi différents à une même table de négociation?

C'est un travail très délicat. Un responsable de projet ne doit en effet pas susciter de faux espoirs. Le réseau de relations que nous avons développé pour le projet Regio-Plus «Olivone» nous a été d'un précieux concours à cet égard puisqu'il réunit aujourd'hui des coopérations aussi bien publiques que privées.

### Que retire votre région de ce projet?

Notre projet renforce l'ensemble de la chaîne de plus-value du produit plantes médicinales et profite aussi au secteur touristique régional. De plus, nous avons d'ores et déjà créé sept postes de travail hautement qualifiés à Olivone, ce qui montre clairement que les jeunes scientifiques peuvent travailler dans notre région. Ils ne



\* Ario Conti est responsable du projet Olivone.

s'exilent donc pas vers les pôles urbains et nous préservons ainsi un précieux savoir-faire.

### Et qu'en retirent les partenaires privés?

Au Tessin, près de 20 entreprises de l'industrie pharmaceutique accueillent favorablement nos prestations. Nous disposons d'un savoir-faire issu de nos activités de recherche et d'instruments d'analyse qui ne peuvent être exploités de manière rentable par des entreprises à titre individuel.

### En quoi ce nouveau projet pilote «Olivone» se distingue-t-il du projet de même nom arrivé à terme?

Le projet Regio-Plus a permis la création de nouvelles structures régionales pour la production et la transformation de plantes médicinales. C'est sur cette base que nous construisons aujourd'hui. La réalisation d'un centre de formation universitaire dans le secteur des plantes médicinales nous permet de relever un nouveau défi très motivant. ■

## Données-clés

Durée du projet: 2004 à 2008

Coûts totaux du projet: CHF 3 000 000

Contact: Ario Conti, 6718 Olivone  
T +41 (0)91 872 10 67  
ario.conti@ticino.ch

# Centre de compétence pour enfants en Haut-Valais

***En plaçant l'accent sur une classe d'âge déterminée, le Haut-Valais s'ouvre de nouvelles perspectives: le «Centre de compétence pour enfants du Haut-Valais» s'adresse en effet aux plus juvéniles des touristes. L'un des principaux aspects du projet réside dans la création d'un réseau entre les différents prestataires de services pédagogiques et touristiques.***

**D**ans une salle de jeu entièrement équipée de dispositifs d'escalade, les enfants deviennent de véritables petits «Spidermen». Dans leur carrousel chromé, ils se laissent éblouir par les reflets de lumière alors que dans un monde aquatique, ils dirigent des cours d'eau au moyen de bandes magnétiques et de jeux de construction en bois. Les salles de jeux de ce monde d'enfants à Visperterminen

## Financement assuré pour les salles de jeux

Les salles de jeux de Visperterminen devraient voir le jour dès la fin de cet été. La commune met à disposition des initiateurs les locaux nécessaires et les infrastructures. Le projet partiel a été récompensé d'un prix de l'innovation d'une valeur de CHF 140 000 par la banque Raiffeisen. Le financement du projet est ainsi pour l'instant assuré.

constituent des attractions aussi amusantes que pédagogiques à l'image des grands parcs d'attraction existant ailleurs dans le monde. Avec ces installations ludiques et de nombreuses autres actions, la région du Haut-Valais entend se faire un nom en Suisse et à l'étranger comme centre de compétence en matière d'offres touristiques et pédagogiques.

### Des enfants sains

Les études scientifiques prouvent que les enfants d'aujourd'hui souffrent d'un manque de mouvements. Les effets ne sont pas seulement néfastes pour les enfants concernés, mais aussi pour l'économie. En suscitant l'envie de mouvement, le projet «Monde des enfants» veut précisément lutter contre ce manque. Des cours thématiques ou des camps de vacances sont organisés dans la région et coordonnés de manière centralisée avec la Haute école pédagogique. Des actions

## Ce centre de compétence pour les enfants devrait assurer des places de travail.

### Données-clés

**Durée du projet:** 2004 à 2009

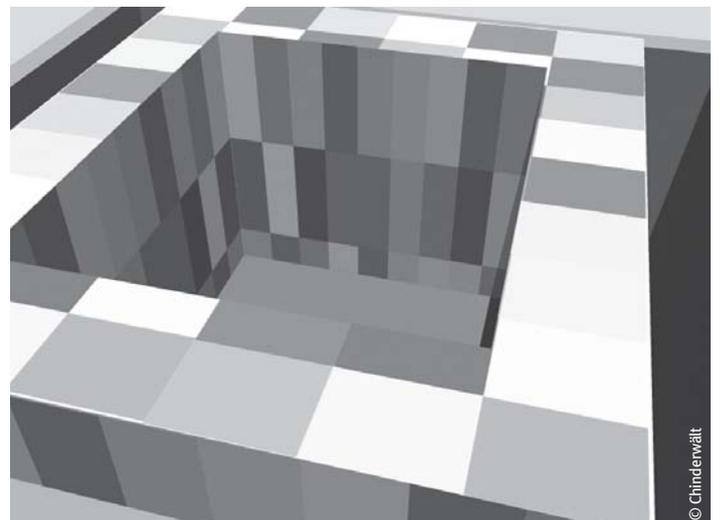
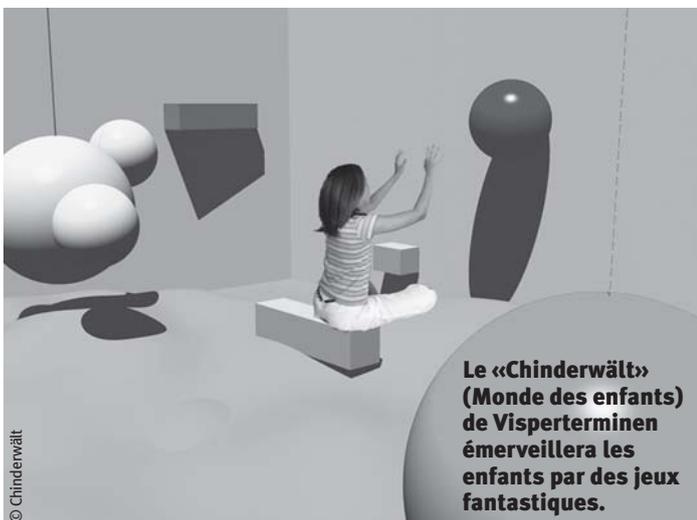
**Coûts totaux projetés:** CHF 1 100 000

**Contact:** Carlo Schmidt,  
case postale 511, 3953 Loèche-Village  
T +41(0)27 473 22 63  
carlo.schmidt@freesurf.ch

sont planifiées visant les enfants en condition de surcharge pondérale et la formation continue des parents. Une équipe de conseillers veut rendre attentives les personnes concernées sur la problématique du surpoids non seulement en Valais mais également dans d'autres régions tout en proposant des solutions pour y remédier. Diverses régions ont d'ores et déjà fait appel à cette équipe pour des conseils. Cinq prestations externes en la matière ont ainsi été mises en œuvre au cours de l'année.

### Mise en réseau des prestataires

La mise en réseau des différents prestataires constitue un aspect important du projet «Centre de compétences dans le monde des enfants». Une orientation sur les enfants permet de mieux coordonner les prestations nouvelles et existantes et favorise leur promotion. Le développement d'une offre précise avec les différents partenaires culturels, politiques, économiques et pédagogiques représente une composante partielle importante du projet. Ce centre de compétence pour les enfants devrait renforcer l'économie régionale et assurer des places de travail. ■



# Musées des Grisons

**Le canton des Grisons offre une variété de plus de septante musées. Dans le cadre du projet Regio-Plus «Musées des Grisons», de nouvelles coopérations et de nouveaux forfaits sont en voie d'être proposés aux visiteurs.**

Il est vrai que le paysage des musées des Grisons est aussi important que varié. Les responsables se battent néanmoins avec des problèmes structurels. Nombre d'entre ceux créés ces vingt dernières années se trouvent aujourd'hui confrontés à un changement de génération. Le manque de savoir-faire combiné à des capacités insuffisantes rendent difficile l'adaptation de l'offre culturelle aux exigences du marché actuel.

## Un marketing professionnel

Afin de générer davantage de plus-value pour la région, le projet «Musées des Grisons» soutenu par Regio Plus, entend mieux intégrer ces institutions dans le tourisme local. «Les exploitants de musées ne doivent plus considérer le marketing et le tourisme comme des activités étrangères à la culture», explique Samy Bill, responsable du projet. Le marketing est une composante incontournable de tout musée qui veut réussir. Les exploitants doivent donc impérativement orienter leur offre sur les besoins du marché. «L'objectif du projet est un changement de mentalité pour l'ensemble des partenaires» ajoute M. Bill. Les exploitants doivent aussi prendre conscience qu'ils réussiront mieux ensemble qu'isolément.

## Formation du personnel

A l'interne également, les musées sont tenus à des efforts: grâce à de nouveaux standards de qualité et une formation appropriée, les exploitants obtiennent de précieux soutiens pour leur travail de tous les jours. Les collaborateurs/trices des musées doivent également être formés pour développer des manifestations et guider des visites pédagogiques. Les bases professionnelles de la formation sont assurées dans le cadre d'une coopération avec les travaux de post-diplôme

## Données-clés

**Durée du projet:** 2005 à 2008

**Coût totaux projetés:** CHF 685 000

**Contact:** Museenland Graubünden,  
Samy Bill, Plantahof, 7302 Landquart  
T +41(0)81 322 36 20  
M +41(0)79 205 93  
samy.bill@museenland-gr.ch  
www.museenland-gr.ch



**Les conservateurs de musées devraient être mieux formés dans le marketing.**



**Un manuel soutient les conservateurs de musées dans leur travail quotidien.**

de la Haute école technique et économique de Coire. «Au terme du projet, au moins vingt secrétaires communaux et politiciens locaux devraient avoir fréquenté un cours sur la manière de gérer des musées et autres institutions culturelles. Dans le cadre de différentes séances de travail, un manuel d'utilisation sera publié dans toutes les langues régionales pour mieux intégrer les indigènes dans l'activité des musées. Des offres spéciales destinées aux écoliers, des travaux des musées orientés sur les jeunes, ainsi que des clubs, devraient assurer la relève.

## Forfaits

L'un des points forts du projet réside dans la coopération entre les musées et les prestataires touristiques. De nouvelles attractions devraient

voir le jour, par exemple un abonnement pour les musées, un jeu de musées ou divers produits élaborés par les musées. Les différents acteurs oeuvrent en commun avec les partenaires de Grisons Vacances, les Trains rhétiques et les Cars postaux des Grisons SA qui, outre les prestations de transport, offrent également des entrées dans les musées. Ces nouveaux produits devraient non seulement accroître le nombre des visiteurs dans les musées, mais encore augmenter la valeur ajoutée pour toute la région. Le canton, les associations de communes et des partenaires privés ont l'intention de s'unir pour ce projet: «Un réseau largement soutenu assurera la pérennité de notre entreprise» affirme un Samy Bill, confiant en l'avenir.

## Une meilleure image grâce à l'événementiel

Les mesures seront complétées par le lancement de manifestations spéciales telles que festivals de musique ou autres événements. Au moyen de nouveaux canaux de communication, les acteurs du projet veulent présenter de manière professionnelle l'offre renouvelée à un large public. Le responsable du projet Samy Bill espère un écho très positif des médias: «Nous aimerions nous faire un nom sur le plan culturel aussi dans les pays avoisinants et nous mettre en réseau avec nos collègues étrangers». L'équipe envisage notamment un événement auquel se joindraient les musées de la Valteline, du Tyrol du Sud, d'Autriche et du Liechtenstein. ■

# Paysages et espaces vitaux dans les Alpes

***Dans le cadre du programme national de recherche no 48 (PNR 48) réalisé par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), des chercheurs ont étudié le potentiel de développement de l'espace alpin. Les connaissances acquises devraient permettre aux autorités et aux autres responsables politiques de mieux appréhender les processus écologiques, économiques et culturels.***

**A** partir de quand le tourisme alpin devient-il durable? De quelles prestations publiques les entreprises ont-elles besoin dans les régions alpines? Et combien de chalets la forêt alpine peut-elle absorber? C'est ce type de questions que se posent les chercheurs dans le cadre du PNR 48 du FNS «Paysages et espaces vitaux dans les Alpes». Des chercheurs, issus des sciences naturelles, humaines et sociales étudient les développements possibles dans l'espace alpin en matière écologique, sociale et économique et les moyens à mettre en œuvre pour assurer une évolution durable dans ce domaine. Au centre des préoccupations se trouvent les acteurs eux-mêmes: habitants, autorités et politiciens

sont associés à diverses phases des processus de recherche et obtiennent des recommandations pour leur travail au quotidien.

## **Un engagement interdisciplinaire**

L'une des questions centrales du développement futur des régions alpines réside dans le conflit opposant les notions d'exploitation et de protection. L'espace alpin est confronté à d'importants défis: exode rural et dégradation des terres se retrouvent face à face avec des processus de pollution et d'urbanisation sauvage. Les acteurs du projet espèrent une nouvelle appréhension de la question grâce à ce programme interdisciplinaire: «Cette synergie entre des disciplines



**Les recherches du PNR 48 tiennent compte des besoins directs de la population de l'espace alpin.**

## **Points forts des recherches et questions clés**

Les travaux de recherche du programme PNR 48 s'articulent autour de cinq points centraux:

- **Processus de perception**  
Comment les paysages et les espaces vitaux sont-ils perçus?
- **Processus de mutation**  
Comment et quand les paysages et les espaces vitaux se modifient-ils dans l'espace alpin?
- **Recherche des objectifs et mise en œuvre**  
Comment les objectifs doivent-ils être fixés et atteints?
- **Utilisation de l'espace et plus-value**  
Comment les paysages et les espaces vitaux peuvent-ils être mis en valeur?
- **Représentation virtuelle**  
Comment le développement des paysages peut-il être anticipé?

### **Contact:**

Urs Steiger  
Chargé de la communication PNR 48  
Pilatusstrasse 30  
6003 Lucerne  
T +41 (0)41 220 06 76  
u.steiger@bluewin.ch  
www.pnr48.ch

scientifiques très diverses est exceptionnelle et très prometteuse», explique Bernard Lehmann, président du groupe directeur du PNR 48. «Nous recevons d'innombrables réponses partielles à des questions très complexes». Cet engagement scientifique interdisciplinaire favorise la conciliation d'intérêts particuliers et ouvre la voie à des solutions susceptibles de dégager des majorités.

### **Echéance programmée pour 2007**

Le Fonds national suisse a lancé son programme en l'an 2000. Des 150 propositions de projets, 35 ont été approuvées. Une équipe étrangère a été désignée pour évaluer les projets de manière objective. Les groupes de projet ont entamé leur travail en 2002. Les résultats ont conduit à cinq synthèses thématiques. L'échéance du programme devrait aboutir en 2007 avec un bilan final. ■

# Le seco étudie 40 nouvelles requêtes de projets

***De mai à fin octobre 2005, les initiateurs de projets avaient la possibilité, dans le cadre de Regio Plus, de déposer auprès du seco des esquisses de propositions pour de nouveaux projets. Ce ne sont pas moins de 40 nouvelles requêtes qui ont été présentées pour examen.***

**N**ous devons sélectionner très soigneusement les nouveaux projets pour l'attribution des fonds de soutien» explique Hans Allemann, responsable de Regio Plus auprès du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco). Ce ne sont pas moins de 40 équipes issues de 14 cantons qui ont répondu à son appel à projets en déposant jusqu'à fin octobre leur requête. Comme prévu, les demandes de projets dépassent largement les moyens à disposition. En effet, alors que 131 projets ont été approuvés dans le cadre de ce programme, il ne reste que 6 millions de francs suisses à disposition pour la durée du programme jusqu'à mi-2007. Or, les demandes de financement dépassent, quant à elles, les 16 millions de francs.

## Des projets de qualité

«Notre objectif est une sélection aussi équitable que possible», ajoute M. Allemann. En plus de certains cantons, différents offices fédéraux seront invités à donner leur avis sur les projets proposés. Parmi les critères de choix décisifs,

on retiendra notamment le caractère novateur du projet, son degré d'efficacité dans l'espace régional ainsi que les nouvelles places de travail attendues. A quoi il faut ajouter les perspectives de financement à long terme, les chances de réussite sur le marché et l'image dégageée par l'ensemble du projet. Enfin, à côté des incontournables questions juridiques, d'autres critères, tels que la stratégie de mise en œuvre du projet et l'engagement financier des cantons concernés, sont également examinés. «Je suis persuadé que durant cette dernière phase (pour l'instant, du moins) du programme Regio Plus, nous lancerons encore quelques projets de très haut niveau», conclut M. Allemann.

## Appel à projets lancé en mai

En mai 2005, le seco a fait savoir qu'il accepterait de nouvelles requêtes de projets jusqu'à fin octobre. Ceci après avoir constaté qu'en plus des fonds réservés pour les projets en suspens dans le cadre de ce programme, il restait encore 6 millions de francs pour de nouveaux projets. ■

## UPDATE

### Regio Plus: mise à jour février 2006

Budget total: CHF 70 000 000

Durée: 31 juillet 2007

Projets retenus:

131 projets répartis sur 20 cantons

Coût total des projets:

CHF 173 000 000

Soutien de la Confédération:

CHF 58 300 000

Des informations détaillées sur Regio Plus (direction des projets, adresses contacts) sont disponibles sur le site Internet: [www.regioplus.ch](http://www.regioplus.ch).

## BRÈVE

### Séminaire Regio Plus

Le seco organisera cette année également un séminaire Regio Plus. Les dates ont été fixées aux 29 et 30 juin prochains. Le lieu et le programme ne sont pas encore arrêtés mais seront communiqués en temps opportun sur le site Internet Regio Plus et adressés par invitation aux personnes concernées. Les séminaires Regio Plus constituent l'occasion idéale d'acquérir de nouvelles connaissances dans ce domaine et d'échanger avec d'autres responsables de projets. Inscrivez d'ores et déjà ces dates dans votre agenda!

## Heidiland Turbo

### Nouveaux projets après «Heidi»

Les comptes d'un projet ambitieux seront bénéficiaires: en effet, la comédie musicale «Heidi» mise en scène au bord du lac de Walenstadt a été un très grand succès.

La comédie musicale «Heidi», jouée en décors extérieurs au cours de l'été dernier, n'a pas seulement fait l'unanimité des critiques, mais s'est également révélée une affaire rentable sur le plan économique. Les travaux préparatoires de cette comédie ont été réalisés dans le cadre du projet Regio Plus «Heidiland Turbo». Plus de 50 000 billets d'entrée ont été écoulés, représentant près de 16 000 nuitées pour les visiteurs et les acteurs du projet. Nombre de visiteurs fréquentaient la région pour la première fois. La comédie musicale a généré 32 emplois sur place et 46 emplois sur l'ensemble de la Suisse. Le spectacle est d'ores et déjà planifié pour 2007 avec une première représentation le 27 juillet 2006.

### Trois jours gratuits

Mais la région de vacances de Heidiland œuvre aussi à la concrétisation de nouvelles attractions touristiques. En effet, la «HeidilandCard», vendue au prix de 45 francs, permet aux visiteurs qui passent au moins deux nuits durant la saison d'été dans la région, d'utiliser gratuitement pendant trois jours les principales infrastructures touristiques.

[www.heidimusical.ch](http://www.heidimusical.ch)

[www.heidiland.com](http://www.heidiland.com)



© Ferienregion Heidiland